

EU IN
MY REGION



Communiqué de presse

EST ENSEMBLE GRAND PARIS ACCUEILLE LE PREMIER DIALOGUE DE L'AFCCRE SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION LE 16 MARS À ROMAINVILLE

L'AFCCRE est engagée dans une série de dialogues destinés à sensibiliser les collectivités territoriales, les acteurs économiques et sociaux et les principaux bénéficiaires des fonds européens sur l'impact de la politique de cohésion dans nos territoires. Ces dialogues sont conduits dans toute l'Europe avec le soutien de la Commission européenne et du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE).

Le premier de ces dialogues labellisés "EU in my Region" se tiendra le 16 mars 2018 à Romainville, à l'invitation d'Est Ensemble Grand Paris.

Des représentants de la Commission européenne, du Parlement européen, représenté par Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy, Députée Européenne de la circonscription Ile-de-France et Français de l'étranger, du Conseil régional d'Ile de France en sa qualité d'autorité de gestion des FESI ou encore des porteurs de projets ayant bénéficié du soutien de ces programmes interviendront lors de ce premier dialogue français.

Les débats sur l'avenir de la politique de cohésion et les moyens financiers qui y seront consacrés sur la période post 2020 viennent de débuter et suscitent quelques inquiétudes. La Commission européenne présentera le 2 mai prochain ses propositions formelles pour le futur budget pluriannuel post 2020. Les propositions relatives à l'avenir de la politique de cohésion sont quant à elles attendues pour fin mai 2018. Ces négociations, qui s'inscrivent dans un contexte particulièrement délicat, vont imposer des choix dans les priorités d'intervention des fonds européens. La politique de cohésion, principal poste budgétaire avec la PAC, est ainsi au cœur des débats. D'ores et déjà plusieurs scénarios évoqués par la Commission européenne laissent craindre une baisse importante des fonds consacrés à la politique de cohésion.

Pour faire face à ces enjeux, le Comité directeur de l'AFCCRE a adopté à Strasbourg le 6 février dernier, une prise de position visant à réaffirmer deux messages clés : la nécessité de maintenir un budget européen adapté aux enjeux de l'Union, de ses territoires et de ses citoyens et un budget qui soit également l'expression des valeurs communes de la construction européenne et des droits fondamentaux qui en découlent. Elle a par ailleurs mis en place une Task Force sur l'avenir de la politique de cohésion.

Après Romainville, huit autres rencontres sont programmées à Dunkerque, La Rochelle, Lyon, Clermont Ferrand, Fort de France, Quimper, Strasbourg et Toulouse d'ici la fin de l'été.

Ces dialogues seront l'occasion de valoriser l'apport de la politique de cohésion dans le développement économique et social des territoires et d'échanger sur l'avenir de cette politique avec l'ensemble des parties prenantes.

Contact : Christophe MOREUX | christophe.moreux@afccre.org | 02 38 77 83 83

Pièce jointe : [dossier de la manifestation](#)